

La voix de l'Opposition de gauche

Comment Hollande s'y prend pour justifier la ratification du TSCG.

29 juin 2012

Pour aborder aujourd'hui cette question, on va utiliser deux articles du Figaro paru hier.

Première partie

Très concrètement, la question de la ratification du traité de discipline budgétaire va désormais se poser. Le texte, discuté l'automne dernier entre 26 pays de l'Union, est en suspens depuis la présidentielle. *«Si nous obtenons les éléments qui font le volet croissance, nous pouvons imaginer ouvrir la discussion sur la ratification d'un dispositif comportant une discipline budgétaire»*, explique le ministre délégué aux Affaires européennes, Bernard Cazeneuve. À François Hollande de décider.

(Bref, "croissance" était le mot magique que Merkel devait prononcer pour que Hollande ratifie le TSCG, c'est fait. Peu importe évidemment le contenu de cette "croissance" pour Hollande, puisque ce n'est qu'un faux prétexte pour rallier ses troupes au TSCG et qu'ils aient un os à donner à ronger à ceux qui dans leurs rangs ou parmi leurs sympathisants critiqueraient cette prise de position. - Ndlr)

Conséquence de ce pas en avant: un contrôle accru de l'Europe sur les budgets nationaux. *«Nous ne sommes pas choqués qu'il y ait un lien entre ce que nous faisons budgétairement et les autorités européennes»*, ajoute Cazeneuve. Tout le problème, pour François Hollande, est d'expliquer cette évolution au sein de son camp. *«Plus d'intégration c'est plus de contrôle, la gauche ne l'acceptera pas»*, assure un cadre du Parti socialiste. *«L'intégration, c'est l'intégration libérale»*, s'inquiète un député. Une ligne rouge pour une partie de la gauche... L'intrusion européenne dans les affaires françaises agace, y compris au gouvernement: *«Ce n'est pas aux conservateurs d'organiser notre marché du travail. Ou alors on invite Mme Merkel au sommet social?»*, lâche un ministre. Le président de la République sait que le sujet est sensible: *«À certains moments, la question européenne traverse les camps politiques et les déchire»*, observe le maire de Quimper, Bernard Poignant, proche de François Hollande. En tant que premier secrétaire, il avait vécu aux premières loges la division du PS sur la Constitution européenne en 2005. L'horizon fédéraliste n'est plus partagé depuis longtemps par l'ensemble des socialistes. *«Le président a été marqué par le référendum. Il sait que l'Europe ne se construira pas dans la négation des nations»*, poursuit Poignant.

(Baliverne, leur Europe ne peut se construire que sur les cendres des nations, leur disparition est d'ailleurs leur objectif. Quant à ce qu'il ose appeler la "gauche", l'expérience prouve suffisamment qu'elle est prête à accepter n'importe quoi du moment que cela lui est dicté par les besoins des capitalistes, y compris la guerre !

Ce qu'ils ne supportent pas, c'est que les représentants du parti de l'ordre voudraient qu'ils reprennent leur méthode face au mouvement ouvrier... alors qu'ils s'en réclament, ce qui les oblige à s'y prendre autrement pour finalement appliquer la même politique. Maintenant, la crise leur complique rudement la tâche, dans la mesure où elle met un peu plus en lumière chaque les rapports

entre les classes qui laissent apparaître que l'Etat (le gouvernement) entend la faire payer aux travailleurs. - Ndlr)

Candidat, François Hollande avait tenté de réconcilier le oui et le non derrière lui. Son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, est l'ancien chef de file des opposants à la Constitution européenne. *«Ce n'est pas une question pour nos partenaires»*, jure-t-on à l'Élysée, où l'on ne s'alarme pas d'éventuelles tensions. *«Il y a le feu au lac... Ce n'est pas le moment d'en rajouter avec des divisions, même si chacun a des appréciations différentes»*, explique un proche de Hollande. *«Tout le monde a des efforts à faire.»* Un ancien tenant du non le dit: *«Il n'y a pas de risque (que le clivage oui-non renaisse) s'il y a des mesures pour la croissance.»*

(Ces messieurs sont désormais servis, ils disposent de tous les pouvoirs et n'ont sans doute eu jamais autant d'élus dans le pays, alors on comprend que le "risque" d'un "clivage oui-non a peu de chance de renaître, confirmant ce que j'ai indiqué plus haut. - Ndlr)

À voir... Mais la question de l'intégration européenne pourrait devenir explosive au sein de la majorité. *«C'est une question qui est devant nous»*, admet un député de l'aile gauche du PS. Dans le contexte économique actuel, *«vouloir respecter à tout prix le calendrier de réduction des déficits, imposé par la Commission, signifie le choix de la rigueur que nous avons combattu au cours de la campagne»*, écrit le député européen Liem Hoang Ngoc dans une lettre aux militants. Il appelle, sans précision, *«à refuser le traité d'austérité»*. La fronde, à l'Assemblée, arrivera probablement du Parti de gauche et du Parti communiste, sur une ligne strictement eurosceptique.

(Ils sont contre la rigueur imposée à marche forcée, ils sont pour la rigueur étalée dans le temps pour parvenir au même résultat. Donc ceux qui refusent le "traité d'austérité" en l'état, sont prêts à l'accepter moyennant quelques aménagement. - Ndlr)

Les europhiles relativisent déjà. *«C'est une querelle de symbole»*, pense le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS aux questions internationales. Le contrôle des budgets nationaux existe déjà, disent les partisans d'un renforcement de l'UE: le traité de Maastricht fixe - théoriquement - à 3 % la limite des déficits autorisés. Et François Hollande, toujours dans sa campagne, s'est engagé à atteindre l'équilibre en 2017. Sans attendre le contrôle de l'Europe. (lefigaro.fr 28.06)

(En effet, à la limite, ils n'ont même pas besoin de ce traité pour appliquer ad vitam aeternam une politique austérité qui était déjà appliquée par Sarkozy et qu'ils s'appêtent à poursuivre avant même que le TSCG soit ratifié, de la même manière que la "règle d'or" existe en Allemagne depuis 1949, sans avoir été toujours respectée, une règle ou un traité ne vaut que pour être violé c'est bien connu, il n'y a que des ignorants ou des manipulateurs pour l'occulter. - Ndlr)

Deuxième partie

Parmi les nombreux cauchemars qui hantent encore le PS aujourd'hui, il en est un que le sommet de Bruxelles ravive tout particulièrement. Celui du référendum sur le traité de Constitution européenne, lorsque, en 2005, le parti s'était fracturé entre le oui et le non, créant pour longtemps deux camps irréconciliables.

(Longtemps, c'est vite dit, la preuve que non ! - Ndlr)

Pour l'heure, personne n'imagine voir se réveiller ce clivage profond, et la position du président de la République est soutenue par tout le PS. *«Il n'y a pas de risque de résurgence de la fracture de*

2005, assure le numéro deux du parti, Harlem Désir. Nous avons une approche commune qui est de ne pas s'opposer à un pas supplémentaire dans l'intégration politique». Sur l'aile gauche du parti, on approuve aussi la position de François Hollande, en se montrant toutefois vigilant sur les conclusions du sommet. Tant que le président de la République reste ferme, tout va bien. «Beaucoup se joue dans les prochaines 48 heures, pour lesquelles nous n'avons qu'un seul mot d'ordre: "Tiens bon François!", lance Razy Hammadi, secrétaire national du PS aux services publics, et nouveau député de Seine-Saint-Denis. Mais s'il recule...

(Aucun doute là-dessus à avoir, ces derniers jours Hollande a en fait volé au secours de Merkel en lui indiquant la marche à suivre, adopter un pacte de croissance bidon pour mieux faire accepter par leurs troupes et complices du SPD pour Merkel la ratification du TSCG. Hollande a ravi en quelque sorte à Merkel le leadership de l'UE ! Voilà le Figaro rassuré ! - Ndlr)

(Pour rappel, Reuters 27 juin : France, Allemagne, Italie et Espagne s'étaient déjà accordées le 22 juin à Rome sur ce paquet de mesures, dont François Hollande a fait une condition à la ratification par le Parlement français du pacte sur le renforcement de la discipline budgétaire signé en mars par 25 des 27 pays de l'UE.)

Tout devient alors possible chez les socialistes, jusqu'au réveil de la fracture d'il y a sept ans et, avec elle, le redémarrage de tout le débat idéologique que le parti n'avait jamais vraiment réussi à trancher. «L'enjeu n'a jamais été de trancher entre le fédéralisme et l'antifédéralisme, assure Razy Hammadi. Sur les questions d'harmonisation fiscale, sociale... nous sommes d'accord. En revanche, nous sommes contre fédéraliser l'austérité. Si le fédéralisme devient le cheval de Troie de l'austérité, alors, c'est non.». Déjà, en vue du prochain congrès, le leader de l'aile gauche, Benoît Hamon, réfléchit à présenter une «contribution», préalable à la constitution d'une «motion» dans la mécanique du PS.

(En ratifiant le TSCG, il signe pour l'austérité à durée indéterminée, Razy Hammadi le sait, mais il ne peut pas le dire évidemment et ce n'est pas le journaliste du Figaro qui le contredira, ils ont l'esprit de famille que voulez-vous.

Hamon est une lopette, un roquet a qui on accordera de ne pas se tromper de pied quand il se chausse le matin, au-delà, la notion de droite et de gauche lui échappe autant qu'à Valls, par exemple. - Ndlr)

Jusqu'à présent, l'idée était plutôt de réussir à bâtir une motion unique de soutien à l'action de François Hollande. Les partisans de cette option ne cessent d'ailleurs de rappeler que, quelles que soient les conclusions du sommet de Bruxelles, le chef de l'État peut déjà se prévaloir d'avoir réussi à «réorienter l'agenda européen» en y inscrivant l'objectif de croissance. «C'est un long chemin. Tout ne va pas se régler d'un coup, prévient Harlem Désir. En quelques semaines, nous avons déjà changé les termes du débat. Mais ce n'est que le début d'un processus qui va demander du temps, de la ténacité et de la combativité». Bref, quoi qu'il se passe à Bruxelles, c'est comme si François Hollande en sortait déjà gagnant. «Il n'y aura de politique commune européenne qu'avec la France et l'Allemagne. Rien ne se fera sans l'une, rien ne se fera sans l'autre. Il va bien falloir trouver un consensus», plaide Razy Hammadi, peu désireux, comme tous ses camarades, de rouvrir les vieilles plaies. (lefigaro.fr 28.06)

(Leurs maroquins devraient faciliter la cicatrisation de leurs "vieilles plaies", si ce n'est pas déjà fait depuis longtemps. Répétons-le encore une fois, en guise de "réorientation" de l'"agenda européen", Hollande n'a fait qu'en inverser les termes pour mieux faire passer la pilule du TSCG, tout le reste est du baratin. - Ndlr)